

Jozef Niemiec : Le point de vue de la CES

Je vais tenter de faire le pont entre les deux sessions. J'ai été frappé par les différences de point de vue concernant les sujets soumis à discussion, particulièrement la compétitivité de l'industrie. En comparant avec ce qu'il faut faire, avec les défis principaux en Europe, nous sommes loin du débat sur les valeurs immatérielles. Nous nous concentrons principalement sur des problèmes et des défis à court terme, liés à la gouvernance au niveau européen. Cela révèle un des piliers des entreprises en Europe : le court terme lié au défi de la création d'emploi. On nous dit que 6 millions de postes pourraient être créés si la stratégie industrielle fonctionne bien, mais 10 millions d'emplois ont été perdus jusqu'à présent et moins de 2 millions ont été recréés. Il existe une réelle différence par rapport à la croissance américaine. Pour la plupart, les emplois créés sont des emplois précaires. Ainsi, même si des signes d'évolution pointent le bout de leur nez, nous sommes toujours loin des objectifs.

Tout cela donne naissance à un contexte dans lequel nous avons l'impression de regarder l'avenir et d'intégrer des activités et des procédés de gouvernance liés aux défis de la transition énergétique et de l'économie numérique. Cependant, dans les accords quotidiens passés avec les institutions européennes, la compétitivité de l'économie européenne se fonde principalement sur le travail. Voici le « récit » principal. La compétitivité dépend des secteurs mais l'attention se concentre toujours surtout sur le travail, quoique de façon déséquilibrée. C'est la voie dominante, mais comment la réduire ? Cela pourrait diminuer le potentiel de la zone euro en termes de capacité de croissance. Nous en avons parlé avec le patronat et la Commission européenne. Cet objectif n'est pas pris en compte même s'il fait partie de la stratégie 2020 ; c'est une vision étroite, même si elle ne l'est peut-être pas autant qu'aux États-Unis. Depuis 12 ans, l'écart entre l'augmentation de la productivité et les salaires en Pologne est de 10 %, et il pourrait être de 40 % dans 15 ans. Malheureusement, nos partenaires s'y tiennent. Le problème de la compétitivité est plus complexe. Le débat sur le moyen de réduire l'utilisation de matières premières se focalise toujours sur le travail.

Un autre défi auquel nous faisons face avec les multinationales est qu'elles ne jouent pas un rôle majeur dans la création d'emploi – ce sont surtout les PME qui créent de l'emploi. Si nous voulons être impliqués, nous aurons un problème à cause de notre faible taux de représentativité. Dans tous les pays, nous pourrions jouer ce rôle de manière efficace. Nous avons toujours du mal à nous saisir de ce sujet. Où se trouvent les aspects positifs ?

Nous avons deux différents débats ce matin, dont un sur la transition vers une économie durable. En règle générale, la stratégie est plutôt bonne au niveau européen et dans les États membres. Nous sommes actifs dans la transition (investissements et création d'emplois, participation à l'information, dialogue social, compétences) et nous avons un système de redistribution plus général, en particulier avec notre sécurité sociale. Même pendant la crise, l'économie verte était un secteur actif en Europe, et il est possible d'aller encore plus loin. Les syndicats pourraient être plus actifs. Parfois, nous nous intéressons trop aux tendances générales. Concernant l'implication de l'Union européenne dans le secteur énergétique, il devrait y avoir des discussions au niveau de la Commission pour voir comment nous impliquer. C'est une procédure qu'il faut commencer avec les collègues impliqués pour définir comment s'organiser pour investir dans les compétences et les financer. Nous verrons jusqu'où on peut aller. Pour l'instant, la priorité est mise sur le prix de l'énergie, pas sur les autres aspects. Si nous voulons atteindre notre objectif pour réduire l'impact du CO₂, le prix est un bon indicateur du comportement des entreprises.

Concernant l'économie numérique, je suis d'accord avec Rainer quand il dit qu'il faut être impliqué dans ce procédé. Le défi est encore plus important étant donné que de nombreux emplois sont créés, mais ces derniers sont difficiles à organiser et à représenter. Ceci représente un défi majeur et il faut développer la réflexion avec nos syndicats pour voir comment faire évoluer la situation. Il est clair que l'UE est déçue : elle a présenté un programme numérique, une approche classique de compétitivité à court terme, l'abolition des barrières et le besoin d'investissements pour voir l'avenir. Ce programme s'est



concentré sur les obstacles, une approche de marché interne qui ne réussit pas à maintenir le secteur industriel européen. Un aspect positif peut être le débat sur les compétences et les investissements dans ce domaine. Pour nous, l'inquiétude principale vient du fait que les entreprises investissent moins dans ce domaine. C'est encore plus vrai pour les investissements publics. La moitié des gouvernements européens réduit les dépenses dédiées à l'éducation, ce qui est très inquiétant, surtout si l'on regarde l'avenir. Un récent rapport de l'OCDE a fait le lien entre l'inégalité, les milieux défavorisés et les enfants qui n'ont pas la possibilité d'aller à l'université, et la corrélation est assez forte.

Pour conclure, je voudrais souligner deux aspects qui se retrouvent dans les propositions, y compris la nécessité d'investir, soulevée ce matin. Le programme d'investissements proposé par Juncker ne permettra pas d'atteindre l'objectif de 6 millions de nouveaux emplois. Au contraire, ce programme n'anticipe pas cet objectif, le moteur principal étant le retour sur capitaux. De ce point de vue, si on compare ce programme à ce qui a été identifié comme nécessaire, il ne représente qu'un tiers de ce dont l'Europe a besoin. Notre demande ne bénéficie pas de soutien politique. Nous sommes convaincus que l'Europe peut le faire car elle dispose d'une grande richesse qui n'est pas utilisée pour investir. Notre plan, qui se base sur le plan Marshall proposé par le DGB, prévoit la création possible de 7 à 11 millions de postes en Europe, mais seulement grâce à des investissements dans cet objectif de développement durable et dans le capital humain. C'est un contexte européen, et nous devons essayer de pousser dans cette direction, car c'est celle qu'il faut choisir pour sécuriser l'avenir.

Je finirai par un exemple qui montre que c'est également une question de culture. J'ai débuté ma carrière professionnelle dans une entreprise du secteur des télécommunications et j'ai observé une approche différente pour les systèmes publics. L'Europe, surtout la France, a réussi à développer de nouvelles technologies sans les hommes, des systèmes électroniques, avec une productivité élevée. Aux États Unis, le système était toujours en place avec des opérateurs. Si on crée un écosystème, alors on peut faire des choix. Certains sont faisables, d'autres pas, mais il est important de pouvoir décider. Nous pouvons prendre part à ce débat.